



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

**A R R E T E PRÉFECTORAL N °BCTE/2023- 50 DU 18 avril 2023
AUTORISANT LA SOCIÉTÉ STTP EMBALLAGE À EXPLOITER UNE UNITÉ DE FABRICATION
D'EMBALLAGES PLASTIQUES, EN ZONE INDUSTRIELLE LES PINS À SAINTE-SIGOLÈNE 43600**

Le Préfet de la Haute-Loire,

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 8 novembre 2021 portant nomination de M. Antoine PLANQUETTE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2022-40 du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Antoine PLANQUETTE, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Lignon du Velay approuvé par arrêté du 27 juillet 2021 ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 20/04/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté du 18/04/2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les actes en date des 15/11/2006, 02/09/2009 et 02/10/2017 antérieurement délivrés à STTP Emballage pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Sainte-Sigolène ;

VU la demande du 20 décembre 2021, présentée par STTP Emballage dont le siège social est situé à Zone industrielle Le Peycher 43600 Sainte-Sigolène, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication d'emballages plastiques située au zone industrielle Les Pins 43600 Sainte-Sigolène et notamment les propositions faites par l'exploitant ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, notamment ceux en date du 10 juin 2022 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 16/08/2022 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale établi par STTP Emballage le 27/09/2022 ;

VU le rapport d'examen du 28/09/2022 statuant sur la suffisance du dossier complété pour apprécier les inconvénients ou dangers du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

VU la décision en date du 06/10/2022 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 02/11/2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du 25 novembre au 26 décembre 2022 inclus sur le territoire des communes de Sainte-Sigolène, Saint-Pal-de-Mons, La-Séauve-sur-Semène, Saint-Didier-en-Velay, Saint-Romain-Lachalm et Saint-Victor-Malescours ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes ;

VU la publication en dates du 09/11/2022 et du 01/12/2022 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes Sainte-Sigolène, La-Séauve-sur-Semène, et Saint-Romain-Lachalm ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions du 20 mars 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 3 avril 2023 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les meilleures techniques disponibles sont effectivement mises en œuvre afin de respecter les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises pour maîtriser le risque d'incendie en lieu et place de certaines dispositions prévues par les arrêtés ministériels de prescriptions des activités soumises au régime de la déclaration sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

STTP Emballage, (SIRET 58645003300038), dont le siège social est situé à Zone industrielle Le Peycher 43600 Sainte-Sigolène est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Sainte-Sigolène, en Zone industrielle Les Pins (coordonnées Lambert 93 X=799120 et Y=6463048), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Sainte-Sigolène	AL 263, 266	Zone Industrielle Les Pins

1.1.3 Autorisations embarquées

Sans objet.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisations

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

ARTICLE 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3670-2 Rubrique principale IED	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 1. Supérieure à 150 kg par heure 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.	Traitement de surface lié aux activités d'impression sur emballages plastiques	110 kg/h 600 t/an	A
2450-Aa	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) Supérieure à 200 kg/j <i>Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux.</i>	Impression par flexographie et opérations connexes	2800 kg/j	A
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible	Solvants purs et encres solvantés	97 t de liquides inflammables de catégorie 2	DC

	<p>d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>			
1510-2c	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³</p>	Cellules de stockage de matières premières et produits finis, local encres, local clichés.	31 500 m ³	DC
2564-1c	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>c) Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques</p>	Machines de lavage des bacs d'impression et de lavage automatique des clichés	Volume de solvants de 660 litres	DC
2661-2b	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage,</p>	Découpe mécanique de plastiques	19,6 t/j	D

	broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :			
	b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j			
1978-17	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 17. Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encre et de colle, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 100 t/an <i>(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.</i>	Fabrication des mélanges (encres et solvants) pour les activités d'impression par flexographie	470 t/an	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)
Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2150-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2 - Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejets d'eaux pluviales liées à l'aménagement du site	2 ha	D

(*) A (autorisation), D (Déclaration)

1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface lié aux activités d'impression sur emballages plastiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS.

Les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les valeurs limites applicables sont celles relatives à l'impression par flexographie (cf. article 3.11 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné).

ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel ou artisanal.

ARTICLE 1.5 - Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Le montant estimé des garanties financières est inférieur à 100 000 euros.

ARTICLE 1.6 - Implantation

Les règles spécifiques d'implantation sont précisées dans le titre 6 du présent arrêté.

ARTICLE 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans

le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 - Conditions d'exploitation y compris en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant définit les conditions normales de fonctionnement de son installation et met en œuvre les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022, en particulier celles de l'article 2.9.4 de son annexe relatives aux émissions lors des périodes d'exploitation autres que normales.

Le site est susceptible de fonctionner toute l'année en journée et de nuit, en semaine ou le week-end.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 2.1 - Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Oxydateur thermique	Puissance du brûleur : 150 kW	Gaz naturel	-

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur minimale en m	Diamètre nominal en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	14	0,96	35000	8

ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets

2.2.1 Émissions totales de COV

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission (VLE) suivante prévue par l'article 3.11.1.1 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 susvisé :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3

2.2.2 Émissions canalisées

Les rejets en COV canalisés font l'objet d'un traitement par oxydation thermique.

L'oxydateur thermique est considéré comme un équipement critique au sens de l'article 2.9.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susvisé.

La température de la chambre de combustion de l'oxydateur est mesurée en continu et maintenue à un niveau adapté. Toute sortie du domaine normal de fonctionnement fait l'objet d'une alarme.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation.

Paramètre	Conduit n° 1	
	Concentration mg/Nm3	Flux kg/h
COVT (exprimé en équivalent C)	20	1,5
NOx	100	-
CO	100	-

2.2.3 Émissions diffuses

Toutes les dispositions sont prises en vue de limiter les rejets diffus de COV (cf. article 2.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susvisé), en particulier par la mise en place :

- d'un transfert automatique des solvants depuis les cuves de stockage vers les lignes d'impression,
- d'une station automatisée de préparation des encres,
- d'une détection de fuite dans la double enveloppe des tuyauteries ou des réservoirs ,
- d'une fermeture étanche du tunnel de séchage et la captation des émissions en partie supérieure du tunnel et des corps d'impression,
- d'un système de nettoyage des équipements en circuit fermé automatisé,
- de contenants fermés pour les chiffons souillés.

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVT ne dépasse pas 9,8 t par an.

La valeur limite suivante est également respectée :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	12

2.2.4 Composés Organiques Volatils

L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 susmentionné. Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées, statue sur le respect des valeurs limites d'émissions applicables et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants.

ARTICLE 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet de l'oxydateur thermique. Il fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon les conditions définies ci-dessous :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure (selon avis publié au journal sur les méthodes de référence)	Fréquence de transmission à l'inspection
Débit et vitesse	Annuelle	NF EN ISO 16911-1 (avril 2013) FD X43-140 (avril 2017)	Annuelle
NOx	Annuelle	NF EN 14792 (février 2017)	Annuelle
COVT	Annuelle	XP X43-554 (juillet 2009) NF EN 12619 (février 2013)	Annuelle
CO	Annuelle	NF EN 15058 (mars 2017)	Annuelle

L'exploitant doit fournir à l'autorité compétente régulièrement et au moins une fois par an les résultats de la surveillance des émissions.

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant déduit ses émissions diffuses du plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 susmentionné. Il assure la mise en œuvre effective des mesures de réduction d'incertitudes qui y sont précisées afin de garantir la fiabilité des données utilisées.

TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

L'exploitant ne consomme pas d'eau pour les besoins de procédé industriel.

L'utilisation d'eau sera limitée aux besoins sanitaires, alimentée par le réseau d'eau potable. La consommation est estimée à 300 m³ par an.

ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

Les rejets aqueux sont constitués des eaux usées domestiques et des eaux pluviales.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	cf. plan de l'installation	Eaux pluviales	Cours d'eau Le Chansou	Via le réseau de la Zone Industrielle Les Pins	Convention
Pt N°2	cf. plan de l'installation	Eaux domestiques usées	Réseau des eaux usées	Station d'épuration de La Bâtie	Autorisation

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux pluviales de toitures sont exemptes de pollution.

Les eaux pluviales de parking et de voiries susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau d'eaux pluviales. Ce dispositif de traitement fait l'objet d'un entretien périodique de façon à garantir le respect des valeurs limites de rejets mentionnées à l'article 3.3 du présent arrêté.

ARTICLE 3.3 - Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets

Le rejet d'eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes :

- pH : 5,5 – 8,5 ;
- Matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

ARTICLE 3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Sans objet.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise à fréquence annuelle une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3.1 du présent arrêté.

ARTICLE 3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en œuvre une surveillance des eaux souterraines selon les dispositions prévues par l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé sauf à ce que l'étude hydrogéologique préalable ne conclut à l'impossibilité technique d'effectuer cette surveillance dans la ou les nappes phréatiques concernées.

Les paramètres surveillés sont ceux jugés pertinents dans le rapport de base établi en application du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

La fréquence de surveillance est quinquennale.

La première campagne a lieu dans un délai de 5 ans suivant la mise en service de l'installation.

3.5.2 Surveillance des sols

L'exploitant met en œuvre une surveillance des sols selon les dispositions prévues par l'article 66 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Les paramètres surveillés sont ceux jugés pertinents dans le rapport de base établi en application du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

La fréquence de surveillance est décennale.

La première campagne a lieu dans un délai de 10 ans suivant la mise en service de l'installation.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 4.1 - Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 1 au présent arrêté.

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 3	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 4	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan figurant en annexe 1 au présent arrêté.

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans, dans des conditions normales de fonctionnement. Cette fréquence de mesure peut être adaptée après accord de l'inspection des installations classées.

Le premier rapport de mesures effectuées dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation est transmis à l'inspection des installations classées.

4.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Un silencieux ou tout autre dispositif équivalent est mis en place au niveau de la cheminée de l'oxydateur thermique, notamment afin de respecter le niveau d'émergence admissible dans la période de 22h à 7h.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 5.1 - Dispositions générales

Les dispositions de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé concernant les points ci-dessous sont rendues applicables :

- prévention du risque sismique ;
- protection contre la foudre ;
- limitation des conséquences des pertes de confinement ;
- dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque ;
- principes généraux de prévention des risques ;
- localisation des risques ;
- état des matières stockées ;
- maîtrise des risques ;
- maîtrise de l'exploitation ;
- situations d'urgence et moyens d'intervention.

ARTICLE 5.2 - Dispositions complémentaires sur la maîtrise du risque d'incendie

5.2.1 Système de détection incendie

L'ensemble des locaux est équipé d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance. La fermeture des portes coupe-feu deux heures (REI120) est asservie à cette détection.

5.2.2 Dispositions constructives

L'organisation des stockages de liquides inflammables et des matières combustibles sont conformes au dossier de demande d'autorisation, notamment à l'étude de dangers et aux hypothèses prises pour les modélisations des scénarios d'incendie.

Les parois extérieures de la cellule de stockage des produits finis et matières premières seront implantées à plus de 20 m des limites de propriétés.

Les parois extérieures du local « clichés » seront implantées à 15 m minimum des limites de propriétés.

Les parois extérieures du local « encres » seront implantées à 16 m minimum des limites de propriétés.

Les parois extérieures de la zone de production seront implantées à 15 m minimum des limites du site.

Des talus d'une hauteur suffisante sont disposés pour couper le flux thermique d'un scénario d'incendie de nappe de liquides inflammables sur l'aire de dépotage des cuves enterrées de stockage de produits solvantés concentrés, conformément aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation.

Le bâtiment principal présente les caractéristiques de résistance au feu suivantes :

- poteaux en béton d'une stabilité supérieure ou égale à deux heures (R120) ;
- poutres en béton armé d'une stabilité supérieure ou égale à deux heures (R120) ;
- pannes en béton armé d'une stabilité supérieure ou égale à 15 minutes (R15).

La paroi séparative entre la zone de production et la zone de stockage présente un degré coupe-feu de deux heures (REI 120). Elle dépasse d'au moins 1 mètre la couverture au droit du

franchissement. La toiture sera recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 m de part et d'autre de cette paroi séparative.

Les parois séparant les bureaux de la zone de production présente un degré coupe-feu de deux heures (REI 120). Elles dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

Le local « encres » et le local « clichés » sont dotés de murs et plafonds REI120, et de portes EI120.

Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2.

Les éléments de support de la toiture et les isolants thermiques sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 (incombustibles).

La couverture de la toiture satisfait la classe BROOF (t3).

5.2.3 Moyens de lutte contre un incendie

Concernant les moyens de lutte contre un incendie, l'exploitant dispose *a minima* de :

- 4 poteaux d'incendie (2 internes au site et 2 externes à proximité) conformes aux normes en vigueur connectés à un réseau pressurisé, ainsi qu'une réserve d'eau pour l'incendie de 2000 m³ (mise à disposition par la Zone Industrielle Les Pins) dotée d'une colonne humide alimentée par les engins de secours, le tout permettant d'assurer un débit simultané d'extinction d'au moins 210 m³/h (sous 1 bars de pression) ;
- robinets d'incendie armés et d'extincteurs répartis sur le site ;
- un volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie d'une capacité minimale de 820 m³ (au niveau du bassin de la Zone Industrielle Les Pins dont le volume total est d'environ 4750 m³).

Une convention est établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la Zone Industrielle Les Pins afin de prévoir et d'encadrer les modalités d'accès et d'utilisation du bassin de rétention des eaux d'incendie, ainsi qu'aux organes d'isolement qui doivent être actionnés en cas de sinistre pour éviter toute pollution de l'environnement.

Ces organes d'isolement font l'objet d'un entretien périodique pour garantir leur disponibilité.

L'exploitant établit une procédure qui précise les actions à mener. Cette procédure fait l'objet d'exercices annuels visant à en garantir le caractère opérationnel.

ARTICLE 5.3 - Dispositions complémentaires sur le risque de déversement accidentel

Le stockage des produits solvantés concentrés est effectué dans des cuves enterrées à double paroi équipées d'un système de détection de fuite.

Les tuyauteries enterrées véhiculant les produits solvantés concentrés sont à double paroi et équipées d'un système de détection de fuite.

Le local « encres » est pourvu d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé.

L'aire de dépotage extérieure des solvants est dotée d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé.

En phase de dépotage, la vanne d'obturation de l'aire de dépotage des solvants est maintenue fermée. Le remplissage des cuves est équipé d'un dispositif de sécurité interrompant le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation de la cuve est atteint.

En cas de déversement accidentel, toutes les dispositions sont prises pour éviter un transfert de la pollution dans l'environnement. En particulier, des kits d'urgence (papiers absorbants...) sont mis à disposition des opérateurs. En cas de déversement d'effluents pollués dans le réseau d'eaux pluviales du site, la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales est fermée. Cette vanne est signalée et les actions à mener font l'objet de consignes.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 6.1 - Prévention et gestion des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le stockage des déchets dangereux liquides est réalisé dans des zones spécifiques, abritées et sur rétention.

Les déchets dangereux solides sont stockés dans des zones dédiées sous un abri protégeant des eaux météoriques.

L'exploitant met en outre en œuvre les dispositions de l'article 2.9.9 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné.

ARTICLE 6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants (liste non exhaustive) :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 02	Plastiques
	15 01 01	Cartons
	15 01 03	Bois
	15 01 04	Déchets métalliques
Déchets dangereux	14 06 03*	Boues d'encre liquides
	08 03 12*	Boues d'encre pâteuse
	15 01 10*	Emballages souillés
	15 01 10*	métalliques
	15 02 02*	Emballages souillés plastiques
	08 05 01*	Gants, chiffons, matériels souillés
		Colles

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 7.1 - Prescriptions applicables à certaines installations relevant des rubriques 1510D, 1978D, 2564D, 2661D et 4331D

Les dispositions des textes suivants sont applicables sauf mention particulière à l'article 8.2 du présent arrêté ou disposition contraire dans le présent arrêté :

- Arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;
- Arrêté du 20/04/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- Arrêté du 18/04/08 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 7.2 - Conditions particulières relatives aux rubriques

Les dispositions suivantes de l'arrêté du 14/01/00 susmentionné relatives à la rubrique 2661 ne sont pas applicables :

- le point 2.4 de l'annexe I concernant le degré pare-flammes des parois et portes donnant vers l'extérieur.

Les dispositions suivantes de l'arrêté du 20/04/05 susmentionné relatives à la rubrique 4331 ne sont pas applicables :

- le point 2.4.4 de l'annexe I concernant l'absence de système de désenfumage du local encres.

Les dispositions suivantes de l'arrêté du 22/12/08 susmentionné relatives à la rubrique 4331 ne sont pas applicables :

- le point 2.3.5 de l'annexe I concernant l'absence de système de désenfumage du local encre ;
- le point 6.3 de l'annexe I concernant les modalités de récupération des eaux d'extinction d'un incendie ;
- le point 4.3.3 de l'annexe I concernant l'absence de système d'extinction automatique du local « encre ».

Les dispositions suivantes de l'arrêté du 11/04/17 susmentionné relatives à la rubrique 1510 ne sont pas applicables :

- le point 11 de l'annexe II concernant les modalités de récupération des eaux d'extinction d'un incendie ;
- le point 13 de l'annexe II concernant la distance entre les poteaux incendie ;
- le point 5 de l'annexe II concernant l'absence de système de désenfumage du local « encre » et du local « clichés ».

TITRE 8 - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 8.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 8.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 8.3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Sainte-Sigolène et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Sainte-Sigolène pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir Sainte-Sigolène, Saint-Pal-de-Mons, La-Séauve-sur-Semène, Saint-Didier-en-Velay, Saint-Romain-Lachalm et Saint-Victor-Malescours ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Loire, le Directeur départemental des territoires de Haute-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Sainte-Sigolène et à la société STTP Emballage.

Le Puy en Velay, le 18 avril 2023



Eric ETIENNE

ANNEXE 1 : Plan des point de mesures des émergences sonores autour du site STTP Emballage

